



## **Chroniques d'une Indépendance piégée/ volet 1 :**

*De la supposée impréparation des Congolais à assumer la gouvernance de leur pays*

Mots-clés : Colonisation ; Congo ; Indépendance du Congo ; Système colonial

**Justin M. Ndandu**

*Le 30 juin 1960, la République démocratique du Congo accède à la souveraineté nationale et internationale dans, ce qu'il est convenu d'appeler, une impréparation totale. En réalité, l'indépendance du Congo, après 75 années de colonisation belge, s'opère face à un double piège : le manque d'élites qualifiées, capables de conduire avec compétence et assurance la destinée du pays dans un contexte néocolonial et de guerre froide, mais surtout les pièges fomentés par les anciens colonisateurs contre les nouveaux dirigeants congolais. Dans ce premier volet d'une chronique en quatre temps de l'indépendance piégée, nous allons voir que la Belgique a tenté de prévenir toute velléité de prise de conscience des droits politiques par ses colonisés par la mise en œuvre d'une instruction minimale et de fortes logiques de ségrégations raciales. « Pas d'élites, pas de problèmes », et donc pas de possible assimilation au monde blanc qui aurait pu déboucher sur une prise de conscience et à la remise en cause du système colonial.*

Dans son ouvrage « *Le Congo s'embrace* », l'historien belge Hugues Wenkin<sup>1</sup> l'affirme, tout était fait pour conduire le pays à sa perte, après le départ des anciens maîtres belges, par ailleurs décidés de « *reprenre le Congo* ». Les actes et faits des dirigeants belges attestent à suffisance que l'establishment du royaume de Belgique était farouchement opposé à l'émancipation du Congo.

*« Au Congo même, les Belges ne voulaient à aucun prix de l'indépendance des Noirs. Elle leur paraissait impensable. La seule indépendance à laquelle ils songeaient, au moins dans les provinces du Katanga et du Kivu, c'était celle qui aurait détaché de la métropole des régions dont ils auraient pu rester les maîtres »<sup>2</sup>.*

Si le refus de l'indépendance du Congo était particulièrement marqué chez les colons, qui avaient découvert un eldorado et y vivaient en véritables princes, cette opposition était aussi très forte chez les élites belges comme en témoigne la gestion calamiteuse de la « *décolonisation* ».

Les déboires du Congo, dès le lendemain de son accession à l'indépendance, sont à mettre sur le compte de deux aspects : l'impréparation des Congolais à assumer la gestion de leur pays dans un contexte néo-colonial et de guerre froide, mais aussi les coups fourrés de la métropole afin de mettre en échec les velléités d'une indépendance véritable du Congo. Pendant toute la colonisation belge du Congo, les élites politiques, économiques, scientifiques, religieuses

---

<sup>1</sup> Hugues Wenkin. (2017). *Le Congo s'embrace*. Weyrich Edition, 240p.

<sup>2</sup> Jules Chomé. (1974). *L'ascension de Mobutu. Du sergent Joseph Désiré au général Sese Seko*. Ed. Complexe., p.7

belges étaient convaincues d'une chose : ce territoire, ses richesses et ses populations demeureront une propriété « éternelle » de la Belgique. Et cela s'est particulièrement manifesté dans le domaine de l'éducation (instruction).

### **« Pas d'élites, pas de problèmes » : ségrégation raciale et paternalisme**

« Un système de soins de santé élémentaires, d'enseignement primaire et de missions sociales qui se fit sentir au plus profond du pays, assura un encadrement matériel et idéologique censé garder les Congolais dociles, zélés au travail, voire infantiles. 'Ventres pleins, nègres contents' et 'pas d'élites, pas d'ennuis' étaient les devises coloniales très en vogue ».<sup>3</sup> Aucun enseignement valorisant pouvant aiguïser le sens critique et donner lieu à une prise de conscience des indigènes ne fut mis en place durant toute la période coloniale belge au Congo. Le seul objectif était de former des ouvriers très compétents dans leurs métiers et préparer des cadres subalternes comme auxiliaires de véritables cardes blancs. Le pouvoir colonial était réticent à l'idée de créer une université, étant d'avis que les Congolais n'ont pas la capacité intellectuelle nécessaire pour poursuivre des études universitaires. C'était, et c'est encore, une réalité actuelle : on ne reconnaissait au Noir aucune capacité intellectuelle ou tout au moins des capacités très restreintes : « L'enseignement dispensé au Congo excluait systématiquement toute formation d'une élite. Les responsables étaient très fiers de la pyramide qu'ils entendaient édifier : un enseignement primaire largement diffusé (il était le plus étendu de toute l'Afrique) était coiffé d'un enseignement secondaire très réduit et surtout orienté vers des domaines professionnels : l'on formait d'excellents relieurs parce que les bibliothèques des missions en avaient besoin; à Kisantu (Congo Central) l'on formait d'excellents auxiliaires médicaux (ils avaient souvent les aptitudes d'un médecin mais ne pouvaient jamais prétendre à un titre qui eût fait d'eux les égaux d'un Blanc). Quant au sommet de la pyramide : l'enseignement universitaire, il était inexistant »<sup>4</sup>.

Si l'enseignement primaire était répandu, il était au service de la formation à des métiers subalternes. Les « évolués » étaient une catégorie sociale et morale, et non intellectuelle et politique. Comme le souligne l'historien congolais, Isidore Ndaywel è Nziem, professeur à l'université de Kinshasa, « Après les boys, les plantons, les maîtresses, les cuisiniers, les capita<sup>5</sup> et les catéchistes, première génération d'une élite « acculturée », sont venus les moniteurs, les auxiliaires administratifs (clercs ou kalaka), les infirmiers, les sous-officiers de la Force publique, les agents commerciaux et les ouvriers qualifiés. On les appela les évolués ».<sup>6</sup>

On sait que le savoir « libère » tandis que l'ignorance condamne à l'impuissance et à l'assujettissement. Le constat est donc sans équivoque : la gouvernance coloniale a fait en sorte que les populations « indigènes » demeurent dans un état d'ignorance qui les confine à l'impuissance. « Pas d'élites, pas de problèmes », avait-on décrété dans la métropole : « La conséquence de cette politique fut que le jeune Congolais qui voulait accéder à une culture supérieure était obligé de jouer aux missionnaires la comédie de la vocation (...) » rappelle Jules Chomé.<sup>7</sup> Selon Ndaywel è Nziem, « Dans un contexte où l'enseignement colonial est

---

<sup>3</sup> Ludo De Witte .(2017). *L'ascension de Mobutu : comment la Belgique et les USA ont installé une dictature*, Investig'Action, p.20

<sup>4</sup> Chomé, op.cit., p.10

<sup>5</sup> Le *capita* est un indigène investi du pouvoir colonial pour des activités de recrutement et de collectes. Le plus souvent recruté au sein des premiers groupes « détribalisés », il participe d'une sorte de « bourgeoisie » crainte et respectée eu égard à son pouvoir financier et militaire (usage du fouet).

<sup>6</sup> è Nziem, N. I., 1998, Histoire générale du Congo. *De l'héritage ancien à la République démocratique du Congo*, Paris-Bruxelles, De Boeck et Larcier-Daculot : pp. 355-357

<sup>7</sup> Chomé, op.cit.

*essentiellement axé sur la formation de cadres subalternes, le seul programme de haut niveau (avec un cycle secondaire) est celui réservé aux candidats à la prêtrise »<sup>8</sup>.*

Rappelons-le, la première université (Lovanium de Kinshasa) voit le jour en 1954, certaines facultés, celle de droit notamment n'ouvrira qu'en 1957 pour éviter une prise de conscience des droits et libertés aux indigènes. En septembre 1954<sup>9</sup>, l'Université Lovanium ouvre ses portes à Léopoldville (Kinshasa) avec 33 étudiants. Deux ans plus tard, c'est l'Université officielle du Congo belge et du Rwanda-Urundi qui est inaugurée à Elisabethville (actuelle ville de Lubumbashi); tandis qu'en métropole quelques étudiants congolais suivent des études supérieures. Les premiers licenciés sont diplômés en 1958 et engagés par l'université. En 1960, à peine une dizaine de Congolais, exclusivement des hommes, avaient achevé leur formation universitaire. En outre, les sujets coloniaux ont très peu accès au territoire métropolitain. Ils sont non seulement soumis à une ségrégation raciale forte en colonie, mais sont aussi structurellement tenus à l'écart de la métropole et de la communauté politique réservée aux seuls Blancs (Belges).

*« Construire des universités et accorder des droits politiques (...) serait favoriser la formation de mécontents et d'agitateurs »<sup>10</sup>. Il fallait éviter à tout prix de dispenser une instruction de haut niveau qui pouvait amener les « nègres » infantilisés à dessein à prendre conscience de leurs droits et libertés, et à les revendiquer, ce qui aurait conduit, ne sait-on jamais, à la revendication ultime, la plus redoutée, celle de l'indépendance. On sait combien l'idée de l'indépendance du Congo mettait à rude épreuve les nerfs des élites belges : « On ne pensait pas à l'indépendance du Congo et s'il arrivait à quelqu'un d'y penser très vaguement, c'était sous la forme d'une communauté belgo-congolaise qu'il envisageait le seul avenir possible »<sup>11</sup>.*

### **Conférences de Bandung et d'Accra : le catalyseur de la conscience des « évolués »**

Sentant couvrir le feu sous la cendre, lors du traité de Rome (1957), les Européens discutent sérieusement de la possibilité d'un espace eurafricain qui serait notamment celui d'une libre circulation économique des Européens vers l'Afrique et leurs colonies qui sont alors en train de leur échapper<sup>12</sup>. La conférence de Bandung en Indonésie réunit en 1955, du 18 au 24 avril 1955, les représentants de vingt-neuf pays africains et asiatiques dont Gamal Abdel Nasser (Égypte), Jawaharlal Nehru (Inde), Soekarno (Indonésie) et Zhou Enlai (Chine). S'opposant au colonialisme, ils incitent les peuples encore colonisés à lutter pour leur indépendance et revendiquent :

- La décolonisation et l'émancipation des peuples d'Afrique et d'Asie ;
- La coexistence pacifique et le développement économique ;
- La non-ingérence dans les affaires intérieures.

La conférence a une incidence psychologique très importante. Elle exalte en effet les droits fondamentaux des peuples colonisés et témoigne de leur force de résistance contre la

---

<sup>8</sup> Ibid. La première ordination d'un prêtre a lieu en 1917, celle de Stefano Kaoze, tandis que le premier évêque, Mgr Kimbondo, est ordonné en 1956, quatre ans avant l'Indépendance.

<sup>9</sup> Le décret royal reconnaissant officiellement l'université est signé le 3 février 1956.

Ludo De Witte, L'Ascension de Mobutu, comment la Belgique et les USA ont installé une dictature, InvestgAction 2017, p. 20

<sup>10</sup> Chomé, op. cit., p.10

<sup>11</sup> Chomé, op.cit., p. 8

<sup>12</sup> Hansen P. and S. Jonsson. (2014). Eurafrica, the untold history of European integration and colonialism, Bloomsbury

domination européenne. Trois ans plus tard, en décembre 1958, la conférence d'Accra au Ghana réunit une centaine de dirigeants africains. Les Congolais bénéficieront de ce mouvement globale de lutte contre le colonialisme.

Patrice Emery Lumumba y prendra une part active. Dans son discours lors de ce Congrès panafricain d'Accra, le leader congolais réclame l'indépendance et l'émancipation de son pays : « *Le Mouvement National Congolais, que nous représentons à cette grande conférence, est un mouvement politique constitué à la date du 5 octobre 1958. Cette date marque, pour le peuple congolais, une étape décisive dans la voie de son émancipation. C'est vous dire avec quelle sympathie la naissance de notre mouvement a été accueillie par la population. Notre mouvement a pour but fondamental la libération du peuple congolais du régime colonialiste et son accession à l'indépendance. Nous fondons notre action sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - droits garantis à tous les citoyens de l'humanité par la Charte des Nations Unies - et estimons que le Congo, en tant que société humaine, a le droit d'accéder au rang des peuples libres. Nous désirons voir établir dans notre grand pays un État démocratique moderne, assurant la liberté, la justice, la paix sociale, la tolérance, le bien-être et l'égalité des citoyens, sans discrimination aucune. Dans une motion que nous avons adressée récemment au ministre du Congo, à Bruxelles, nous avons clairement stipulé - et beaucoup d'autres de nos compatriotes l'ont également fait -, que le Congo ne pouvait plus être considéré comme une colonie, ni d'exploitation ni de peuplement, et que son accession à l'indépendance était la condition sine qua non de la paix. Dans notre action pour la conquête de l'indépendance du Congo, nous n'avons cessé de proclamer que nous n'étions contre personne, mais uniquement contre la domination, les injustices et les abus, et que nous voulions tout simplement nous libérer des entraves du colonialisme avec toutes ses conséquences. Ces injustices et l'idiot complexe de supériorité qu'affichent les colonialistes, sont, comme cela ressort clairement des rapports troublants des autres délégués, à la base du drame de l'Occident en Afrique. En plus de cette lutte pour la libération nationale dans le calme et la dignité, notre mouvement s'oppose de toutes ses forces à la balkanisation du territoire national sous quelque prétexte que ce soit* »<sup>13</sup>.

### **Une prise de conscience grâce aux colonies françaises**

Les remous qui agitaient certaines colonies françaises, le Congo-Brazzaville d'en face, par exemple, avaient commencé à faire écho au Congo-belge. Vers les années 1956, on vit alors naître un journal, « *Le Manifeste de la Conscience africaine* », mais aussi quelques mouvements civiques et politiques comme l'Alliance des Bakongo (ABAKO) initiés par certains « évolués » comme l'abbé Joseph Malula (futur évêque et futur cardinal), Joseph Ileo Songo Amba (futur Premier ministre et futur président de l'Assemblée nationale), Joseph Kasa-Vubu (futur président de la république), Mabika Kalanda et d'autres. Malgré les précautions prises par les autorités coloniales pour maîtriser la situation et la garder sous contrôle, un tournant s'est opéré, y compris chez les « évolués ». La Conférence de Bandung en Indonésie qui venait de réunir les pays dits non-alignés avait jeté les bases d'une solidarité entre les peuples victimes de l'impérialisme européen. Les résolutions de cette conférence vont amplifier les revendications, notamment l'exigence de libération totale des peuples sous domination étrangère. Face à ce vent de révolte, on voit surgir en Belgique un semblant de réponse avec la proposition du professeur Jef Van Bilsen visant à couper l'herbe sous les pieds de certains « évolués » qui commençaient à formuler les revendications de l'indépendance immédiate.

---

<sup>13</sup> Discours de Lumumba, Conférence d'Accra, Ghana, 11 décembre 1958, <https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=sites&srcid=ZGVmYXVsdGRvbWFpbnsdW11bWJhcHJvamVjdHxneDoyZWE5NTNjNzU5ZWE1Mzg0>

La proposition du professeur Jef Van Bilsen consistait dans un plan d'émancipation étalé sur 30 ans. « *Lorsqu'en 1955, dans son texte flamand, en 1956, dans son texte français, le professeur Jef Van Bilsen rendit public un plan prévoyant l'émancipation du Congo en trente ans (émancipation-autonomie et non indépendance), ce fut un tollé général en Belgique et chez les colons au Congo. Les plus bienveillants traitaient le professeur d'illuminé. Les autres de bradeur d'empire. Un député, feu Ernest De Muyter, interpella le gouvernement pour exiger la révocation de ce traître* ». <sup>14</sup>

Un plan qui, en dépit de son paternalisme patenté, fut perçu comme radical, voire comme une trahison dans certains milieux politiques conservateurs belges. Le Congo était décidément une poule aux œufs d'or et les élites belges tous domaines et toutes tendances confondus n'avaient pas l'intention de brader ce patrimoine si riche, « *ce qui était pour nos 89.000 compatriotes un véritable paradis sur terre* », dit l'historien belge, Hugues Wenkin, s'attachant à montrer comment la Belgique a voulu reprendre le Congo de force. Il s'est, en effet, agi pour le pouvoir blanc, dans les années 1950, de se battre pour garder à perpétuité cet immense territoire, ses richesses et ses populations utilisées comme main d'œuvre servile et corvéable à merci. Pour l'establishment belge, le Congo c'était comme l'Algérie pour les Français, l'Inde pour les Anglais, l'Angola pour les Portugais, des territoires économiquement très rentables presque assimilés à leurs métropoles à tel point qu'aucune de ces puissances coloniales n'envisageait de s'en séparer.

Raymond Scheyven, futur ministre du Congo, exprimera avec ferveur et conviction ce refus de lâcher le Congo au cours d'une conférence à la Chambre de Commerce de Luluabourg (actuelle ville de Kananga dans la province diamantifère du Kasaï) : « *J'en viens au danger de fixer une limite dans le temps. Comment peut-on dire à un capitaliste, à un technicien : venez vous installer, investissez ici votre argent, votre énergie, votre intelligence mais attention, dans dix ans, vingt ou trente ans, suivant le cas, cela touchera à son terme. Comment pouvez-vous encourager un jeune à venir travailler au Congo si vous lui dites en même temps qu'il n'a pas devant lui le temps d'une carrière ?* » <sup>15</sup>.

## **Conclusion**

On a parlé du caoutchouc rouge (les mains coupées), des travaux forcés, du fouet ou chicote, des relégations des « *récalcitrants et insoumis* », d'une colonisation-apartheid... mais on parle moins de la politique du contrôle des consciences et des esprits des colonisés congolais. Or, s'il y a une chose que la colonisation belge a fait mieux que la colonisation française, britannique ou portugaise, c'est le contrôle des consciences et des esprits des colonisés par l'entremise d'un enseignement très calibré dispensé essentiellement par l'église catholique qui formait la trinité État (administration coloniale), capital financier (entreprises) et l'église. Le Père Jean Roussel, missionnaire de Scheut, curé de la paroisse Sainte-Anne à Léopoldville (Kinshasa), avait écrit à l'intention des Blancs qui se sentaient une mission au Congo un traité de déontologie : « (...) *Ces autochtones ont des devoirs : devoirs de reconnaissance et de gratitude. Respect, docilité, collaboration loyale et sincère sont les grandes vertus que doit inculquer à ses frères noirs tout colonial épris d'idéal. Que les populations voient, qu'elles sentent, qu'elles comprennent et apprécient la dette immense qu'elles ont envers les métropoles (...)* » <sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> Chomé, op.cit. 8.

<sup>15</sup> Chomé ibid. 8-9

<sup>16</sup> Chomé, op.cit. 16

Dans le journal d'Elisabethville (Lubumbashi), « *L'Essor du Congo* » du 28 avril 1956, un certain G.C.B. écrivait : « *Pensée et comportement de la masse sont malléables et peuvent être refondus à volonté par une élite bienveillante, sage et parfaitement entraînée, l'intérêt primordial de la masse est le bien-être matériel et les biens de consommation -le football et la bicyclette- et non la liberté* ». Il fallait absolument tenir en laisse les masses noires pour la pérennité de l'œuvre « *civilisatrice* », comme on disait dans la métropole, mais en réalité pour l'exploitation d'immenses ressources naturelles de ce territoire quatre-vingt-trois fois plus vaste que la métropole colonisatrice. Dès lors, on comprend mieux pourquoi la Belgique s'était-elle échinée à empoisonner l'indépendance octroyée à contrecœur aux Congolais.

### **Références :**

- Hugues Wenkin. (2017). *Le Congo s'embrase*. Weyrich Edition
- Jules Chomé. (1974). *L'ascension de Mobutu. Du sergent Joseph Désiré au général Sese Seko*. Ed. Complexe
- Ludo De Witte .(2017). *L'ascension de Mobutu : comment la Belgique et les USA ont installé une dictature*, Investig'Action
- è Nziem, N. I., 1998, Histoire générale du Congo. *De l'héritage ancien à la République démocratique du Congo, Paris-Bruxelles, De Boeck et Larcier-Daculot*
- Hansen P. and S. Jonsson. (2014). *Eurafrica, the untold history of European integration and colonialism*, Bloomsbury
- Discours de Lumumba, Conférence d'Accra, Ghana, 11 décembre 1958, <https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=sites&srcid=ZGVmYXVsdGRvbWFpbnxsdW11bWJhcHJvamVjdHxneDoyZWE5NTNjNzU5ZWE1Mzg0>

### **Quelques mots sur l'auteur :**

Monsieur Mayimba Ndandu Justin a obtenu un premier diplôme en journalisme et un deuxième en politique extérieure. Il est le cofondateur du journal congolais « La Référence Plus » où il a été secrétaire de rédaction et puis rédacteur en chef (politique extérieure). Il est aussi le cofondateur du média congolais en ligne « Le Débout Congolais ».

Pour citer cet article : Justin M. Ndandu (Sept. 2020) « **Chroniques d'une Indépendance piégée/ volet 1 : De la supposée impréparation des Congolais à assumer la gouvernance de leur pays**», Analyse n°1, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.